

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 14/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEINTURERIES DE TARARE

route de Violay
69170 Joux

Références : UD-R-CTESSP-24-N°318-SP
Code AIOT : 0006103782

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement TEINTURERIES DE TARARE implanté route de Violay 69170 Tarare. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURERIES DE TARARE
- route de Violay 69170 Tarare
- Code AIOT : 0006103782
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TEINTURERIES DE TARARE réalise des opérations de teinture et d'apprêt sur des textiles.

L'établissement est soumis à :

- Autorisation au titre de la rubrique n° 2330-1 – Teinture, apprêt, blanchiment de matières textiles;
- Déclaration au titre des rubriques n°4441-2 (Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3) et n°2910-A-2 (installation de combustion au gaz naturel).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eau - Rejets industriels	AP Complémentaire du 31/03/2020, article 3 points 4.4 et 4.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours
3	Eau - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 4.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
5	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 1.2	Astreinte	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.1.5	Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.3	Demande d'action corrective	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eau - Prélèvement dans le milieu	AP Complémentaire du 31/03/2020, article 3 point 4.1.4	Sans objet
6	Stockage sulfate de sodium	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 4.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la non-conformité relative aux dépassements ponctuels des valeurs limites en température, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter le point 4.4 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31/03/2020.

Concernant les installations photovoltaïques, l'Inspection a constaté que le dossier transmis dans le cadre de la présente visite ne constitue pas un porter à connaissance, s'agissant d'un dossier des ouvrages exécutés. Il ne répond pas non plus à la demande de l'Inspection formulée dans son rapport de la visite du 5 décembre 2023. Au regard de la récurrence de cette non-conformité et du non-respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant de 30€ avec sursis à exécution de 3 mois à compter de la date de notification de cet arrêté préfectoral d'astreinte.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau - Rejets industriels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2020, article 3 points 4.4 et 4.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau - Rejets industriels
Prescription contrôlée : Cf AP Complémentaire du 31/03/2020, points 4.4 et 4.5.3 de l'article 3
Constats : <u>Mesures comparatives</u> L'Inspection avait constaté lors de la visite du 30 novembre 2021, que les résultats du contrôle du laboratoire agréé, mené en mars 2021, n'incluaient pas la totalité des mesures de flux exigées par le paragraphe §4.4.2.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. En 2022 et 2023, les mesures comparatives annuelles ont été substituées par les contrôles inopinés comme le permet le paragraphe §4.5.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du contrôle comparatif mené les 3 et 4 septembre 2024. L'Inspection a constaté que les flux journaliers mesurés n'ont pas été indiqués dans le rapport, ne permettant pas de vérifier la conformité de ces flux. <u>Dépassements des valeurs limites en pH et température</u> Lors de l'Inspection du 5 décembre 2023, l'Inspection avait constaté des non-conformités, à partir des résultats du contrôle inopiné mené les 26 et 27 juin 2023, pour les paramètres suivants : pH et température. Le rapport du contrôle comparatif mené les 3 et 4 septembre 2024 n'indique pas de dépassement des concentrations, pH et débits du site. Par contre, des dépassements de la température maximale ont été observés, avec un maximum de 43,7°C pour une valeur limite de 40°C. L'exploitant a précisé avoir engagé une réflexion sur le fonctionnement du bassin de pré-traitement, en modifiant sa régulation de niveau, afin d'essayer de lisser les pics de température. L'Inspection a néanmoins constaté que l'exploitant ne dispose pas d'élément permettant de justifier la mise en place de cette démarche. <u>GIDAF</u>

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que la déclaration GIDAF relative aux résultats de la campagne PFAS de juin 2023 comporte des erreurs de saisie. Il est en effet indiqué "<LQ" dans GIDAF alors que le rapport indique des chiffres supérieurs à la LQ pour plusieurs paramètres : PFBA, PFPeA, PFHxA, L_PFOA et PFOA.

Dégrilleur de la station de pré-traitement

L'Inspection a constaté lors de la visite sur site que le caniveau de récupération des rejets du dégrilleur débordait, vraisemblablement à cause de l'obstruction de son drain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande: L'exploitant doit, sous 1 mois, demander la révision du rapport des mesures comparatives 2023 afin qu'il soit précisé les flux mesurés. Les rapports des contrôles comparatifs doivent être conformes aux exigences des paragraphes §4.4.2.1 et §4.5 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

Demande: L'exploitant doit, sous 6 mois, mettre en oeuvre des dispositions organisationnelles et/ou constructives afin de s'assurer de ne plus avoir de dépassements ponctuels des valeurs limites en température. Un plan d'actions avec un échéancier sera transmis à l'Inspection sous 3 mois.

Au regard de la récurrence de cette non-conformité et de l'absence de mise en place d'un plan d'actions, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Demande : L'exploitant doit, sous 7 jours, corriger sa déclaration GIDAF relative à la campagne PFAS de juin 2023.

Demande : L'exploitant doit, sous 7 jours, procéder au nettoyage du caniveau de récupération des rejets du dégrilleur afin d'éviter son débordement. L'exploitant doit veiller à son entretien régulier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Eau - Prélèvement dans le milieu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/03/2020, article 3 point 4.1.4

Thème(s) : Autre, Eau - Prélèvement dans le milieu

Prescription contrôlée :

Le débit minimal à maintenir dans le lit du cours d'eau «Turdine», en aval immédiat de la prise d'eau référencée ROE 32177, ne doit pas être inférieur à 60l/s correspondant au dixième du module, ou au débit à l'amont immédiat de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à cette valeur.

La valeur du débit minimal étant fixée sans étude de détermination du débit minimum biologique, elle est susceptible de faire l'objet d'un réajustement ultérieur à la suite notamment d'une expertise, d'un suivi ou de la mise à disposition de nouveaux éléments.

Le dispositif de restitution du débit minimal doit permettre un contrôle effectif de ce débit. L'exploitant est tenu d'établir les repères définitifs et invariables destinés à permettre ce

contrôle, rattachés au nivellement général de la France (NGF) et associés à une échelle limnimétrique scellée à proximité.
Constats : Lors de la visite du 5 décembre 2023, l'Inspection avait constaté qu'aucune traçabilité de la vérification quotidienne du respect du débit réservé n'était réalisée par l'exploitant. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant a mis en place, à partir du 26 août 2024, une fiche de contrôle retraçant les résultats des contrôles quotidiens du débit réservé. La consultation des fiches n'a pas amené l'Inspection à constater d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eau - Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 4.1.2
Thème(s) : Autre, Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué que l'alimentation en eau du site venant du réseau AEP est équipée d'un disconnecteur. L'Inspection a pu constater la présence de ce disconnecteur sur site. Contrairement au rapport de contrôle de juin 2023, le rapport du contrôle du 18 novembre 2024 de ce disconnecteur conclut à une anomalie du disconnecteur nécessitant son remplacement. L'exploitant a transmis par courriel du 26 novembre 2024, un devis signé du 19 novembre 2024 relatif au remplacement du disconnecteur. Concernant l'alimentation en eau par le cours d'eau "Turdine", l'Inspection a constaté que cette alimentation est réalisée en gravitaire depuis le cours d'eau jusqu'à une fosse de reprise où se situent des pompes immergées permettant d'alimenter le site. L'Inspection considère par conséquent qu'il n'y a pas de risque de retour de substance dans le cours d'eau au regard de cette configuration hydraulique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande : L'exploitant doit, sous 1 mois, procéder au remplacement du disconnecteur défectueux. Au regard de la signature par l'exploitant, le 19 novembre 2024, d'un devis de remplacement du disconnecteur défectueux, l'Inspection ne propose pas de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</u> Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 de l'article 2</u> [...] Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé, - 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>Les rétentions ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. [...]</p> <p><u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024</u></p> <p>La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay, à TARARE, est mise en demeure de respecter, sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les exigences du paragraphe §4.7.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, en stockant les produits chimiques sur des rétentions correctement dimensionnées et en justifiant la compatibilité des produits chimiques stockés sur des rétentions communes. A défaut de justification de la compatibilité, les produits devront être stockés sur des rétentions individuelles dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 5 décembre 2023, l'Inspection avait constaté les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les stockages permanents des produits ESTEROL 626-R NUEVO et EGASOL MD (sur son lieu d'utilisation) présentaient les pictogrammes de danger mais n'étaient pas entièrement étiquetés comme le prévoit la réglementation CLP ; - L'exploitant n'avait pas fourni à l'Inspection une version révisée de la FDS du produit

<p>ESTEROL626-R nuevo ;</p> <p>- L'exploitant n'avait pas fourni d'étude de la compatibilité des produits chimiques stockés sur une même rétention contrairement à la demande de l'Inspection formulée suite à la visite du 29 novembre 2022. Bien qu'une réorganisation de la rétention en question avait été menée par l'exploitant rendant caduc sa demande, d'autres rétentions présentant le même type de configuration, avec de multiples produits, avaient été constatées lors de cette visite. Il avait aussi été constaté que deux des rétentions en question avaient chacune une capacité de 240 litres, valeur inférieure au volume nécessaire au regard du nombre et du volume des bidons de produits stockés dessus (8x120 litres / 10x120 litres).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :</p> <p>- L'étiquetage des stockages permanents de produits chimiques de la cuisine automatique a été partiellement réalisé. Les produits suivants n'ont pas été étiquetés correctement : Sequestrant GS / Amplex DS / FELOSAN FOX / ESTEROL 626 RF / Acide acétique ;</p> <p>- La nouvelle version de la fiche de données de sécurité du produit ESTEROL 626-R nuevo transmise par l'exploitant, par courriel en date du 15 janvier 2024, comporte bien le numéro ORFILA ;</p> <p>- Après transmission par l'exploitant de tableaux permettant d'identifier les incompatibilités entre les produits chimiques stockés, l'Inspection a constaté que ce travail d'identification n'était pas complètement terminé. Certaines incompatibilités nécessitaient encore d'être vérifiées et des produits n'ont pas été retrouvés par l'Inspection dans ces tableaux (CROSCOLOR, STABILOXO, CHT DISPERGATOR...). Aussi, sur site, l'Inspection a constaté que des produits incompatibles d'après les tableaux précités étaient stockés ensemble, notamment KEMIC CLEAN / ESTEROL et CONTAVAN / ESTEROL. L'exploitant a indiqué poursuivre ses travaux visant à identifier puis éviter les incompatibilités ainsi qu'assurer des capacités de rétention conformes à la réglementation. Pour cela, il a indiqué avoir acheté et être en cours de déploiement de nouveaux bacs de rétention ainsi que poursuivre ses études sur les incompatibilités. L'Inspection a constaté sur site que des évolutions sur les modalités de stockage des produits étaient effectivement en cours mais a aussi constaté des bidons d'huiles à mettre sur rétention dans l'atelier mécanique ou des rétentions encore sous-dimensionnées (8 fûts de 120 litres pour une capacité de rétention de 240 litres par exemple).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande: L'exploitant doit, sous 15 jours, s'assurer que les stockages permanents des produits chimiques de la cuisine automatique soient tous étiquetés conformément à l'article 17 du règlement CLP.</p> <p>Demande: L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <p>- stocker les produits chimiques sur des rétention correctement dimensionnées ;</p> <p>- terminer le travail d'identification des incompatibilités des produits chimiques stockés sur des rétentions communes et procéder à un stockage sur des rétentions individuelles en cas d'incompatibilité.</p> <p>Au regard des travaux menés par l'exploitant, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux photovoltaïques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024</u></p> <p>La société TEINTURERIES DE TARARE, située route de Violay, à TARARE, est mise en demeure de transmettre conformément paragraphe §1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à la préfète du Rhône, un porter à connaissance relatif à l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du site, réalisée en 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 27 juin 2023, l'exploitant avait indiqué à l'Inspection avoir pour projet d'installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'établissement à l'automne 2023. L'Inspection avait répondu par courriel du 27 juin 2023 que cette modification nécessitait un porter à connaissance et avait précisé un certain nombre d'attendus sur le contenu du dossier (exigences de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, guide SDMIS, etc).</p> <p>Lors de la visite du 5 décembre 2023, l'exploitant avait indiqué que les panneaux photovoltaïques étaient installés mais n'avaient pas été encore mis en service. Aucun porter à connaissance n'avait été transmis à l'Inspection. Au regard des enjeux de sécurité liés à cette non-conformité, un arrêté préfectoral de mise en demeure, en date du 9 février 2024, avait été pris.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis le 26 novembre 2024, un dossier relatif aux installations photovoltaïques. L'Inspection a constaté que ce dossier ne constitue pas un porter à connaissance, s'agissant d'un dossier des ouvrages exécutés de son prestataire. Ce dossier ne répond pas non plus à la demande de l'Inspection formulée dans son rapport de la visite du 5 décembre 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justification de la conformité aux exigences de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; - justification de la conformité de l'installation photovoltaïques au guide SDMIS transmis à l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023 ; - vérification de la présence ou non d'un aérodrome, d'une hélistation ou d'une tour de contrôle à moins de 3 km du projet. Le cas échéant, il convient de démontrer l'absence de gêne visuelle, selon les indications de la note technique établie par la DGAC et de fournir l'attestation sur l'honneur relative à la réalisation d'une installation photovoltaïque. Documents transmis à l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, un porter à connaissance relatif à l'installation des panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'établissement. Ce porter à connaissance doit notamment contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justification de la conformité aux exigences de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des

installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; - justification de la conformité de l'installation photovoltaïques au guide SDNIS transmis à l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023 ; - vérification de la présence ou non d'un aérodrome, d'une hélistation ou d'une tour de contrôle à moins de 3 km du projet. Le cas échéant, il convient de démontrer l'absence de gêne visuelle, selon les indications de la note technique établie par la DGAC et de fournir l'attestation sur l'honneur relative à la réalisation d'une installation photovoltaïque. Documents transmis à l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023. Au regard de la récurrence de cette non-conformité, du non-respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024, l'Inspection propose à madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative journalière d'un montant de 30€ avec sursis à exécution de 3 mois à compter de la date de notification de cet arrêté préfectoral d'astreinte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Stockage sulfate de sodium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage sulfate de sodium
Prescription contrôlée : Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel.
Constats : Lors de la précédente visite du 5 décembre 2023, l'Inspection avait constaté qu'un des sacs (de 25 kg) de sulfate de sodium en poudre, stockés sur des palettes à l'extérieur du bâtiment sur une zone goudronnée était percé. Même si le stockage en question était sous une bâche en plastique le protégeant des eaux météoriques, du sulfate de sodium été présent au sol autour du stockage. Par courriel du 15 janvier 2024, l'exploitant avait indiqué avoir procédé à l'évacuation des sacs percés et nettoyé la zone. Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie sur ce point. La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n°88-1056 du 14 novembre 1988. Dans les zones de

risque d'apparition d'atmosphère explosive, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons equipotentielle.

Constats :

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté à partir du certificat Q18 et du rapport de vérification associé, datés du 20 décembre 2023 : Le certificat Q18 conclut que l'installation électrique «ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion» et que la vérification a consisté en «Une vérification complète des installations électriques de l'établissement» malgré les indications «Pour des raisons d'exploitation et à la demande de Mr DELORME (responsable maintenance), nous n'avons pas effectué de coupure de courant. Essai partiel des dispositifs différentiels et mesures d'isolement.». Le rapport de contrôle précité précise "Pour des raisons d'exploitation et à la demande de Mr DELORME (responsable maintenance), nous n'avons pas effectué de coupure de courant. Essai partiel des dispositifs différentiels et mesures d'isolement. La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée. Faire réaliser les compléments nécessaires.". Le rapport fait aussi état de 47 observations dont 43 récurrentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit, sous 3 mois, procéder à un contrôle complet des installations électriques du site par un organisme autorisé. Le contrôle devra porter sur l'ensemble des installations électriques. Les rapports correspondants et les certificats Q18 associés seront tenus à la disposition de l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 2 point 6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Constats :

Lors de la visite de novembre 2021, l'Inspection avait constaté que les performances hydrauliques du poteau incendie n°24 n'étaient pas conformes aux éléments du paragraphe §3 de l'étude de dangers (débit de 100 m³/h) du dossier de demande d'autorisation déposé le 15 octobre 1997 mais que l'exploitant disposait d'une réserve enterrée d'eau, d'une capacité d'environ 2 000 m³ d'après l'exploitant, qui est alimentée par la Turbine et sert au fonctionnement du site sauf en période estivale où le débit de la Turbine ne permet pas d'alimenter le site. Cette réserve semblait

utilisable et facilement accessible pour alimenter les moyens des services de secours en cas d'incendie sur le site. Une étude a alors été demandée par l'Inspection sur la défense incendie du site, visant à vérifier que l'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier vis-à-vis des besoins en eau incendie.

Dans le cadre de la visite de novembre 2022, l'exploitant avait transmis une étude de défense incendie visant à répondre à la demande de l'Inspection. A partir des premiers éléments d'analyse, l'Inspection avait considéré que l'exploitant avait répondu à la demande de l'Inspection et qu'une consultation du service d'incendie et de secours devait être menée par l'Inspection pour recueillir son avis.

Après instruction, le service d'incendie et de secours du Rhône a émis plusieurs préconisations. Ces dernières ont fait l'objet d'un échange avec l'exploitant au cours de la présente visite. Les préconisations sont :

- Nécessité de disposer en permanence de 1200 m3 d'eau dans la réserve d'eau enterrée situé au niveau du parking : Pour cela, l'exploitant doit revoir la gestion de la pomperie installée dans cette réserve afin que le pompage ne puisse être possible que lorsque la disponibilité en eau est supérieure à 1200 m3 ;

- Cette capacité permanente de 1200 m3 doit être disponible à moins de 6 m de profondeur ;

- Installer des cannes d'aspiration afin de rendre la ressource disponible aux secours sans avoir à ouvrir la trappe d'accès (risque de chute dans la réserve).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit, sous 10 mois, mettre en oeuvre les préconisations du SDMIS (cf ci-dessus) permettant d'assurer un volume disponible en permanence et pompable minimum de 1200 m3 dans la réserve d'eau enterrée située à l'entrée du site au niveau du parking.

L'Inspection invite l'exploitant à vérifier auprès du SDMIS, via la caserne du SDMIS la plus proche du site, les aspects techniques de la mise en oeuvre des préconisations du SDMIS : diamètres des tuyauteries, implantation et nombre de cannes d'aspiration, etc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois